diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

# Conférences géopolitiques #01 : la synthèse du Diploweb

mardi 13 décembre 2016,par Manon PERREAUT, Romane JOURDAS

**Citer cet article / To cite this version :**
Manon PERREAUT, Romane JOURDAS, **Conférences géopolitiques #01 : la synthèse du Diploweb**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 13 décembre 2016.*

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Voici une synthèse des conférences diplomatiques, géopolitiques, stratégiques et relations internationales tenues récemment. A partir des notes prises lors de ces événements, nous vous proposons des éléments pour vous informer de ce que nous en avons retenu. Cela peut vous être utile pour « connaître l'air du temps », identifier des thèmes nouveaux, des experts talentueux. L'objectif est d'offrir un prolongement dans le temps et dans l'espace d'évènements qui contribuent à nourrir la réflexion publique française et internationale. Que vous soyez à Lyon, ou Marseille, à Québec ou Pondichéry, vous pouvez avoir connaissance des réflexions partagées lors de ces événements. Pour l'instant, nous couvrons les conférences organisées en région parisienne, mais nous vous invitons à faire de même dans votre région ou dans votre pays. Vous saurez trouver le bon support pour développer ce concept initié par Diploweb.**

**C**ETTE édition présente 8 conférences. Elles sont rassemblées autour de trois thèmes : Sécurité et défense : les enjeux marins (I) ; L'Europe au cœur des préoccupations (II) ; Le monde face à de nouveaux enjeux (III).

# I. SÉCURITÉ ET DÉFENSE : LES ENJEUX MARINS

La sécurité maritime et les techniques de la Marine française sont des sujets peu exposés dans les médias et l'espace public. Les deux conférences de cette section permettent de comprendre qu'une puissance navale se forge dans le temps long car les mers sont des milieux fluctuants. De lourds investissements technologiques et humains sont nécessaires pour contrecarrer les menaces marines d'aujourd'hui et de demain.

### A. LES ENJEUX DE LA SÉCURITÉ : MENACES SOUS LA MER

Conférence organisée le 21-09-16, dans le cadre de la leçon inaugurale du Magistère Relations internationales et actions à l'étranger de l'Université Paris I.

"L'objectif n'est plus de préparer la guerre en cours mais d'être prêt pour la prochaine."

Amiral Thierry ROUSSEAU, directeur du centre d'études stratégiques de la Marine, il a participé à la lutte contre la marine soviétique pendant la Guerre froide (1947-1990) : Le contexte stratégique actuel est en recomposition : toutes les puissances du monde ont compris que leur force réside dans la technologie navale. Les menaces maritimes sont toujours aussi complexes en termes de matériels, d'équipage, de tactiques. L'objectif n'est plus de préparer la guerre en cours mais d'être prêt pour la prochaine.

**Guillaume FARDE, docteur en sciences de gestion, directeur général chez ALTHING Sécurité et Intelligence économique** : En France, les *War Studies* échappaient jusqu'en 2012 au champ académique et aucune relation n'était établie entre le Ministère de la Défense et l'université. Actuellement, un renforcement des liens entre les deux champs s'effectue : l'université doit pouvoir fournir aux armées des prestations intellectuelles de haut niveau pour nourrir immédiatement sa pensée stratégique. Le Ministère de la Défense achète des méthodes de travail aux universitaires pour avoir des débouchés plus opérationnels et efficaces pour leurs travaux.

**Amiral Jean Louis LAUZIER, sous-marinier lors de la Guerre froide** : Ce sujet peut sembler aux antipodes des préoccupations sécuritaires d'aujourd'hui car il est peu médiatisé mais pourtant particulièrement représentatif de la volonté de puissance des Etats. La discussion est difficile étant donné que les menaces sous-marines actuelles sont classées secret défense.

Aujourd'hui, 440 sous-marins sont répertoriés dans le monde contre 180 à la fin de la Guerre froide. Les forces sous-marines stratégiques suivent donc une augmentation en phase avec le deuxième âge nucléaire.
Il est possible d'établir un panorama des forces sous-marines par État :
. Les Etats Unis possèdent la force sous-marine stratégique la plus importante au monde. Leur missile a la plus grande portée avec une capacité de 161 tirs successifs sans aucun incident ce qui est exceptionnel. Leur maintien de patrouille reflète bien la volonté d'agir sur la scène internationale.
. La Russie a subi le contrecoup de l'effondrement de l'URSS (1991). La disponibilité de ses sous-marins est assez faible, et de ce fait le pays n'a pas encore établi la permanence de ses patrouilles mais la situation évolue avec la mise en service progressive depuis 2015 de nouveaux missiles dont la capacité d'action semble assurée aujourd'hui.
. Le Royaume-Uni a des difficultés dans le domaine de la maintenance ce qui se répercute sur la fidélisation de son équipage. Les missions britanniques ne dépassent pas les 90 jours.
. Israël dispose de 5 sous-marins *dolphin* de fabrication allemande ce qui permet au pays de disposer de frappes rapides si besoin.
. L'Inde entend se doter d'une flotte de construction nationale à l'image de sa politique nationale visant à s'insérer dans le statu quo mondial plutôt qu'à le perturber. L'Inde a su montrer ses capacités et sa puissance navale dans le but de montrer sa force potentielle. L'irruption récente de forces sous-marines dans la région illustre bien la montée des tensions dans la zone et le terme de « danger sous la mer » prend tout son sens.
. La Chine n'informe que très peu sur ses capacités militaires. Le manque de transparence constant des autorités chinoises concerne notamment leur force nucléaire. L'Etat chinois a construit quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) dotés de lance-missiles d'une portée estimée à 8 000 km environ qui semblent opérationnels et trois autres en construction. Cette force ne peut pas être considérée comme une force à capacité stabilisatrice. L'objectif stratégique prioritaire de la Chine est d'empêcher l'indépendance de Taiwan.
. Le Japon a une flotte conventionnelle mais celle-ci n'est pas au point et devrait évoluer dans un futur proche. Une modification conséquente de leur flotte pourrait permettre au pays de jouer un rôle offensif face aux ambitions chinoises.
. La France possède une marine nationale qui remplit deux missions : la permanence en mer avec le maintien d'un sous-marin depuis la fin de la Guerre Froide et le maintien de son porte-avions, le Charles de Gaulle. La France dispose de quatre SNLE dont trois sont opérationnels c'est-à-dire équipés de missiles désarmés. Les industries françaises performantes dans le système naval sont une composante essentielle de la capacité française. Mais il faut être conscient que le système actuel est tendu : l'équipement est vieux, le pays connaît un retard technologique. En conséquence, la flotte est faiblement disponible alors que les demandes augmentent. Face à ce constat et aux menaces sous-marines fortes, une réévaluation à la hausse des besoins français et des investissements de défense est nécessaire.

**Pour aller plus loin** : Musard Olivier, Fournier Jérôme, Marchand Jean-Pierre, « Le proche

espace sous-marin : essai sur la notion de paysage », *L'Espace géographique*, 2/2007.

**B. NOUVELLES FRÉGATES, NOUVELLES GUERRES NAVALES**
Conférence organisée le 13-10-16 au Centre d'Études stratégiques de la Marine.

« L'arme maritime est l'arme du temps long. »

Intervenants : le **Capitaine de vaisseau Emmanuel SLAARS et le Capitaine de vaisseau Dominique CAILLÉ**

La mer est toujours en changement. Elle devient le siège de nouveaux rapports de force (drogue, armes, trafic humain). Une dynamique de remilitarisation des océans est palpable, avec la course à la mer des grandes puissances, la multiplication des démonstrations de forces et des postures d'interdiction de zones.
Les frégates modernes sont la colonne vertébrale de la marine. Elles doivent donc être capables d'agir en coalition, de maîtriser leur environnement, et de disposer d'un équipage bien formé et compétent sur des bateaux en évolution constante.

Les caractéristiques de ces frégates multi missions « Provence »
. Les capacités dans l'action : ce bateau sort de deux ans d'armement et sa première mission a été inédite puisque pour la première fois il se retrouve dans une force escortant un groupe aéronaval américain. Le Provence a une large capacité d'accueil d'équipage et des commandos de forces spéciales. Cette caractéristique rend possible les missions en mer de longue durée.
. Un bâtiment « tout numérique » : cette caractéristique est un outil d'aide à la décision. Désormais, la lutte et l'affectation des armes s'automatisent. Toutefois le bateau, qui se conduit à distance, ne peut pas se contenter d'être un gigantesque ordinateur car les réalités maritimes demeurent, comme le ravitaillement de gasoil par bateau qui reste une prérogative. D'autant plus que le cyberespace est le terrain de la guerre de demain.
. L'équipage du bateau doit être composé de marins ayant acquis un socle de compétences solides, notamment techniques, et êtres polyvalents. Tout grade confondu, l'équipage est constamment sollicité sur un bateau de ce type.

L'exemple de la frégate « Chevalier Paul » : un escorteur de supériorité maritime
La frégate Chevalier Paul, en tant que bateau escorteur, protège de la menace des missiles antinavires tirés depuis des avions, des bateaux, des sous-marins, mais aussi depuis la terre. Il peut lancer plusieurs missiles grâce à son radar à 36 mètres de hauteur pour maximiser la détection.
La frégate, l'avion de guerre et les rafales envoyées du porte-avion coopèrent dans un système de partage intégral des images et des informations. La frégate Chevalier est aux commandes des opérations, guide les avions et leur apporte une protection. Posséder un bâtiment de défense aérienne est essentiel dans le combat naval et permet une vision au delà de l'horizon.
La durabilité de la frégate repose sur la redondance de ses systèmes d'exploitations. Deux radars de veille 3D complémentaires, deux moteurs de propulsion et deux turbines à gaz permettent d'assurer la bonne exécution des missions. L'autonomie repose sur un grand ratio de gasoil embarqué qui permet aux marins de mener une mission d'un mois sans ravitaillement. La durabilité et l'auto entretien des bateaux sont devenus des critères indispensables.

Grâce à ces caractéristiques, l'escorteur Chevalier Paul est le seul à avoir suivi pendant quatre mois consécutifs le porte-avion Charles de Gaulle. De manière générale, les bateaux français ont des qualités reconnues qui les hissent au meilleur niveau en matière de performance de défense aérienne malgré un équipement numériquement inférieur.

Pour aller plus loin : "Ambitions navales au XXIème siècle", Études marines, disponible en ligne.

**Conférence géopolitique Diploweb en partenariat avec GEM**
Sur le campus parisien de Grenoble Ecole de Management (GEM), 200 personnes pour la conférence du 9 novembre 2016, P. Verluise : "L'UE post-Brexit : quelles perspectives géopolitiques ?"
*Diploweb*

# II. L'EUROPE AU COEUR DES PRÉOCCUPATIONS

La question de l'avenir de l'Europe est prédominante dans les débats actuels. Le Brexit, la crise des réfugiés et migrants et la volonté d'une Europe de la Défense sont trois sujets d'actualité qui témoignent des difficultés auxquelles l'Europe doit faire face et qui interrogent le projet de la construction européenne. Les trois conférences rapportées ci-dessous ont pour ambition de répondre à ces problématiques.

### A. NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS EN POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DÉFENSE EUROPÉENNE

Conférence organisée le 27-09-16, à la Fondation pour la Recherche Stratégique.

"L'Union européenne est avant tout par définition une union d'États souverains. Si la sécurité et la défense continuent d'être des compétences entre les mains des 28 gouvernements nationaux, ce projet ne deviendra jamais réalité."

**Christian DEUBNER, Consultant indépendant et membre du conseil scientifique de la Foundation for European Progressive Studies (FEPS)** : Aujourd'hui en Europe, il n'existe que deux cadres de coopération en matière de sécurité et de défense. L'OTAN continue en 2016 à être le seul cadre de coopération des État membres de l'Union européenne en termes de défense territoriale européenne évoqué par le traité de l'UE, article 42 paragraphe 7. La Politique de Sécurité et de Défense Commune de l'Union européenne (PSDC), quant à elle, reste le cadre le moins important dans lequel les États membres organisent leur sécurité et

surtout leur défense externe. Les missions se concentrent essentiellement sur l'Afrique depuis 2003 et sont limitées par le nombre de soldats engagés.
La question qui se pose ici est : que pourrait apporter de plus une armée européenne ?
Premièrement, son rôle serait de défendre les territoires des États membres de l'Union Européenne. Cette ambition ne peut pas se réaliser sans une modification du traité de Lisbonne. Malheureusement, même les membres les plus optimistes ont du mal à penser à une armée en tant qu'organisation commune. Une armée européenne indépendante de l'OTAN engendrerait un effort à la fois institutionnel de la part des États membres, mais aussi militaire (armement et équipement) afin de se rapprocher d'un seuil plus élevé en terme de budget militaire.
Deuxièmement, le rôle de cette armée serait de monter des missions militaires de PSDC plus efficaces en Afrique *via* un corps expéditionnaire européen. Au Mali en 2013, les plans français pour l'intervention n'ont pas été partagés avec les pays européens. Cette intervention solitaire témoigne du problème institutionnel qui réside actuellement en Europe : en France le mécanisme de prise de décision est bien plus rapide qu'en Allemagne. Les terroristes étaient sur le point d'atteindre Bamako et les troupes françaises n'ont pas eu d'autres choix que de lancer une opération rapide et forte par le biais de raids aériens, ce que les autres armées européennes n'auraient pas été capables de faire. Malgré ses voeux particuliers pour l'Afrique, la France cherche aujourd'hui à se défaire de sa mauvaise image de « gendarme de l'Afrique » en travaillant plus étroitement avec les autres pays européens.

Aujourd'hui, les experts reconnaissent que de nouvelles ambitions sont nécessaires pour surmonter la crise de sécurité qui frappe l'Union européenne. Toutefois, le projet d'une armée européenne reste utopique pour le moment. N'oublions pas que l'Union européenne est avant tout, par définition, une union d'États souverains. Si la sécurité et la défense continuent d'être des compétences entre les mains des 28 gouvernements nationaux, ce projet ne deviendra jamais réalité.

**B. LES MIGRANTS ET L'AVENIR DE L'EUROPE**
Conférence organisée le 15-11-16 à la Maison de l'Europe (Paris)

"Le projet européen est mutilé en atrophiant le socle philosophique et les valeurs profondes qui sont le véritable ciment de cette communauté construite comme un défi après la guerre."

**Catherine LALUMIÈRE, Présidente de la Maison de l'Europe** : Le sujet de cette conférence s'insère pleinement dans l'actualité, à la fois parce que les problèmes de migration inquiètent énormément les populations et parce que cela a des incidences directes sur la construction européenne.
Depuis sa construction, l'Europe communautaire s'est nourrie du monde entier, sur le plan économique et culturel, et c'est d'ailleurs grâce au principe même d'ouverture que l'Europe a pu exister. Or, ces derniers temps il semblerait qu'un processus de fermeture soit en marche. Aujourd'hui plus que jamais, l'Europe communautaire traverse une période très difficile de son histoire. Le projet européen est mutilé en atrophiant le socle philosophique et les valeurs profondes qui sont le véritable ciment de cette communauté construite comme un défi après la Seconde Guerre mondiale. Plus que jamais, les européens doivent prendre conscience que l'Europe communautaire se détruit dans ses profondeurs et agit à l'inverse de ce que les fondateurs pouvaient espérer.

**Laurent GAUDÉ, romancier et dramaturge** : Cette crise des migrants est d'abord une crise humaine puisqu'elle concerne des hommes qui sont dans une situation de détresse. Ensuite, cette crise est citoyenne et les actions entreprises dessinent le visage de l'Europe. Cette crise est dure pour tous les pays d'Europe car le thème des migrants vient percuter et réactiver d'autres thèmes des débats nationaux : territoire, frontière, souveraineté, économie. En France, la question de l'accueil des migrants est sujette à débat et est associée à insécurité, terrorisme et surtout à l'islam. Toutefois, il s'agit de garder en mémoire que la France n'est pas devenue plus vietnamienne après avoir recueillie les réfugiés des *boat people*. Le vrai risque ne repose pas dans l'accueil des migrants, mais plutôt dans le fait que cette question pousse l'UE à redéfinir son identité et à en oublier cette passion européenne qui rendait si fiers les fondateurs de l'Europe communautaire.

**Geneviève DOMENACH-CHICH, Bureau national La Cimade, association solidaire d'aide aux personnes exploitées et opprimées** : Cette crise renvoie à la question de l'Autre et aux valeurs d'humanité. L'Europe doit accueillir ces migrants en détresse et mettre en place une politique commune d'hospitalité. Elle doit leur offrir une place dans la société, entrer dans une logique de dons et de contre-dons, apprendre de la richesse des personnes accueillies. Surtout, elle doit garder en tête que cette incorporation est possible et ne pas succomber aux préjugés et aux discours de l'extrême droite.

**Catherine WIHTOL DE WENDEN, Directrice de recherches CNRS et spécialiste des mouvements migratoires** : Cette "crise" des migrants ne doit pas être analysée comme telle puisqu'elle appelle à une certaine continuité plus qu'à un changement. On dénombre aujourd'hui 626 000 demandeurs d'asile en Europe, mais au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce nombre s'élevait déjà à 500 000. L'Europe est donc une grande terre d'immigration mais pourtant elle a du mal à se reconnaître comme telle. Ce déni d'une Europe terre d'asile se ressent dans les sondages : l'immigration est devenue la préoccupation première des européens (selon un sondage de l'Eurobaromètre de décembre 2015). L'Europe se construit aujourd'hui davantage au niveau de l'État nation, dans le « tout sécuritaire », autour de la question des frontières, de la répression et de la peur. L'Europe a donc échoué sur les droits de l'homme, sur la solidarité et elle risque de perdre les valeurs pour laquelle elle a été construite. L'UE est en train de perdre son âme.

**Pour aller plus loin** : Laurent Gaudé, *Écoutez nos défaites,* Actes Sud, 2016.

**C. L'UE POST-BREXIT, QUELLES PERSPECTIVES GÉOPOLITIQUES ?**
Conférence organisée le 09-11-16 sur le campus parisien de Grenoble Ecole de Management. Les photos sont disponibles par ce lien.

"Les citoyens ont décroché du projet européen et le populisme vient en boomerang frapper la construction européenne."

**Pierre VERLUISE, Fondateur et directeur des publications du site géopolitique francophone Diploweb.com, et chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique** :
Après tant de décennies de construction européenne, sommes-nous proche de la destruction ?

En 1992, le référendum à propos du traité de Maastricht est passé de très peu en France.

D’autres coups de frein ont suivi en 2005, en France et au Pays Bas, où le non s’est exprimé contre le projet de Constitution pour l’Europe. Les gouvernements nationaux se sont abstenus de demander à leurs citoyens ce qu’ils pensaient de la perspective des élargissements successifs, ce qui a fini par provoquer la fatigue des opinions publiques, de moins en moins favorables à de nouveaux élargissements. La construction européenne s’est donc opérée à l’envers, selon un modèle technico-administratif qui a voulu éviter le débat démocratique. Le taux d’abstention aux élections pour le Parlement européen (56,92% des inscrits en 2009) témoigne de la difficulté qu’ont les institutions européennes à entretenir un lien fort avec les citoyens. En effet, alors que le nombre de pays votants a augmenté avec les élargissements, la tendance à la baisse pour la participation aux élections prend de l’ampleur. Le soutien des opinions publiques s’effiloche avec la crise économique de 2008 et la poussée des partis anti-européens lors des élections de 2014. Les citoyens ont décroché du projet européen et le populisme vient en boomerang frapper la construction européenne. On voit bien que la question du lien politique est antérieure au Brexit de 2016 qui vient rajouter une difficulté à la construction européenne.

Quel serait l’effet territorial du Brexit s’il venait à devenir effectif après l’accord du Parlement, l’activation de l’article 50 et les négociations ?
Avec 4,5 millions de kilomètres carrés la superficie de l’Union européenne à 28 est aujourd’hui considérable mais est loin derrière d’autres « géants » que sont la Russie, le Canada, la Chine, les États-Unis, le Brésil et l’Australie. Une sortie du Royaume-Uni de l’Union européenne entraînerait une perte de 6,66%. Ce chiffre peut paraître faible mais il s’agit tout de même du territoire d’un pays qui est le berceau de la révolution industrielle, avec une population éduquée, à la tête d’un ancien empire et d’entreprises financières qui rayonnent à l’échelle planétaire. Le Brexit est donc loin d’être anodin pour l’Europe.

En réalité, cet évènement s’inscrit dans des forces profondes antérieures qui militaient déjà pour un effacement relatif de l’Union européenne, et qui se trouveraient renforcées dans l’hypothèse où le Brexit deviendrait effectif. Le gouvernement de Londres devra activer l’article 50 du traité sur l’Union européenne pour finaliser ce Brexit.

Il convient d’étudier ces forces profondes sous trois angles.
Premièrement, la sortie effective du Royaume-Uni viendrait certes contribuer à la décroissance démographique relative de l’Europe mais l’accroissement total de l’Union européenne est déjà très faible par rapport à la moyenne mondiale. L’espace UE-28 représente en 2016 6,9% de la population mondiale contre 13,3% en 1960. Avant même la question du Brexit, la démographie milite déjà pour l’effacement progressif de l’Union européenne. La sortie du Royaume-Uni se solderait par une diminution de la population européenne qui passerait à 443 millions d’habitants, soit environ 5,9% de la population mondiale. Le Brexit viendrait accentuer le dépeuplement et le vieillissement de l’UE.
Deuxièmement, sur le plan économique, le retrait du Royaume Uni viendrait diminuer le niveau de vie moyen de l’Union européenne de 2% par rapport au niveau de vie moyen de l’UE. Cependant l’affaissement du poids relatif de la part de la production de l’UE dans l’économie mondiale était déjà visible. De 1980 à 2014 la part de l’espace UE-28 dans la production mondiale en parité de pouvoir d’achat a reculé de 31,2% à 18,3%. Pour ce qui est de l’investissement mondial, l’espace UE-28 représentait 30,1% de l’investissement mondial au début des années 2000 contre 12,7% en 2014. De plus, l’Union peine à sortir du chômage de masse et de longue durée. Le Royaume-Uni est vraisemblablement un acteur économique

majeur de l'Union en ce qu'il incarne 14% du PIB de l'Union Européenne. Un Brexit effectif accentuerait donc l'effacement relatif déjà en marche de l'Union européenne sur le plan économique.
Troisièmement, un Brexit effectif renforcerait certes le recul de l'Union européenne sur le plan stratégique mais l'Union européenne n'est déjà pas très présente en matière d'opérations extérieures. En réalité, seulement neuf opérations militaires ont été conduites depuis 2003, sous contrôle de l'ONU ou de l'OTAN, ce qui bien rend encore plus difficile la construction d'une Europe de la défense indépendante des Etats-Unis. En 2011, lorsque l'Union européenne avait décidé une opération pour soutenir l'action du Royaume Uni et de la France en Libye, celle-ci a avorté faute d'un feu vert de l'ONU. Ces opérations militaires se font sur des volumes restreints, qui vont de 400 à 7 000 soldats, donc loin des 60 000 envisagés en 1999 lors du Conseil européen d'Helsinki. Cela témoigne d'un manque de ressources humaines, techniques et surtout de volonté politique, mais aussi d'une contrainte psychologique de désarmer l'Europe après les guerres mondiales. Dans son code génétique, l'Union européenne porte une forme de renoncement au *hard power*. De plus les moyens militaires des pays membres ont été bousculés par la crise économique de 2008 ; entre 2010 et 2013, leurs budgets de défense ont diminué de 10%, à l'exception du Royaume Uni qui respecte en 2014 l'objectif fixé par l'OTAN (2% du PIB consacré à la défense hors pensions). L'Europe de la Défense voulue par Jean-Claude Junker en 2015 est donc loin d'être atteinte. Le Brexit encouragerait le rôle déjà grand de l'OTAN et laisserait la France comme seul pays membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et le seul de l'Union européenne à posséder l'arme nucléaire.

---

**Bonus : la courte vidéo réalisée à l'occasion de cette conférence**

---

# III. LE MONDE FACE À DE NOUVEAUX ENJEUX

À l'aube de 2017, de nombreuses préoccupations occupent la scène politique et diplomatique internationale. Les trois conférences de cette section tendent à apporter des réponses aux interrogations légitimement posées sur l'avenir de Daech après la bataille de Mossoul, sur les comportements de la Russie aux mains d'un Poutine toujours plus ambitieux, et sur les États-Unis après l'élection de Donald Trump.

**A. FACE À DAECH, QUELLES STRATÉGIES POLITIQUES ET MILITAIRES ?**
Conférence du 16-11-16, à l'espace de conférences de l'IRIS.

"Dans cette région en recomposition, l'impératif absolu est de redonner un projet politique à construire qui s'appuie sur des valeurs régionales communes."

**Pierre HASKI, Journaliste et cofondateur de *Rue89*** : Ce qui se déroule actuellement au Moyen Orient et les interrogations sur le futur de l'organisation islamique rendent cette

conférence pertinente. La bataille militaire contre Daech lui fait perdre ses principales caractéristiques qui étaient d'avoir une implantation territoriale et l'embryon d'un État.

**Kaeder A. ABDERRAHIM, Chercheur à l'IRIS et Maître de conférence à Sciences Po Paris** : Il est important de revenir aux causes profondes qui ont conduit à la situation du Moyen-Orient aujourd'hui. L'intervention militaire américaine de 2003 a contribué à faire basculer l'Irak dans le chaos et au démantèlement de l'État irakien. La dislocation du pays en tant que société a engendré la situation de confessionnalisation actuelle et une montée de la violence dans une société fragmentée. Les acteurs de cette tragédie sont multiples. Même si la France s'est opposée à cette intervention, l'Occident et l'Europe au sens large sont co-responsables. Les pays arabes de la région, l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Égypte et l'Iran sont aussi des parties prenantes de cette guerre qui dure. À cette liste s'ajoutent aussi des acteurs non-étatiques et des sous-groupes organisés autour d'une confession. Les kurdes ont été entraînés dans cette guerre malgré eux ou s'y sont impliqués volontairement.
Cette guerre a tout d'une guerre asymétrique. Nous sommes dans une situation militaire qui va peut-être mettre fin à Daech en tant qu'organisation terroriste mais sur le fond, la question reste entière. Pour la première fois, une organisation terroriste a fixé l'agenda diplomatique des pays du monde. Certes, la défaite militaire de Daech semble acquise. En revanche, les interrogations et les inquiétudes sur l'avenir de la région, les conséquences humaines et sociales persistent. Dans cette région en recomposition, l'impératif absolu est de redonner un projet politique à construire qui s'appuie sur des valeurs régionales communes. La question se pose de reconstruire l'Irak selon un modèle étatique fédéraliste comme au temps de l'Empire Ottoman, avec une région sunnite au nord dont Mossoul serait la capitale, et une autre région chiite autour de Bagdad. Les deux ethnies vivraient sous un même état mais de manière séparée, dans un état fédéral central suffisamment fort pour gérer les antagonismes.

**Anne-Clémentine LARROQUE, Historienne, chercheure associée au Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales** : Questionner l'État islamique demande dans un premier de se poser la question de la définition de l'islamisme et de son origine. L'islamisme est une idéologie politico-religieuse à caractère total qui vise une islamisation de la société et du politique, dans le but d'imposer l'Islam comme valeur de référence.
Trois islamismes méritent d'être distingués : le politique qui s'incarne par une force de proposition et qui est capable de s'intégrer au processus démocratique, le missionnaire (dit de prédication) qui islamisme par le bas, par les écoles, les instances de charité et a un effet direct sur les sociétés et enfin le radical, islamisme extrémiste, prônant la violence comme moyen d'action et commettant des actes barbares pour imposer son message.
Dès le IXème siècle, quatre écoles juridiques sunnites importantes ont réfléchi à la manière de structurer un discours religieux dans une société et ont permis à l'islam de se développer. Au XIVème siècle, un nouveau discours apparaît qui insiste sur un retour aux fondements du texte original et sur la nécessité d'un islam pur. C'est le début du wahhabisme qui se base sur le littéralisme pur et n'a pas pour but de faire évoluer le discours au contexte changeant. Au XIXème siècle naissent les premières mouvances du salafisme voulant un islam réformiste qui se transforme complètement un siècle plus tard et éradique la notion de modernité. Le djihadisme est l'époque du troisième âge du salafisme. Le mouvement se développe dès 1950 autour de l'idée d'excommunication des impurs.

**Hasni ABIDI, Politologue, Directeur du Centre d'Études et de Recherche sur le monde**

**arabe et méditerranéen à Genève :** Si les États-Unis ont été très présents par le passé dans la région du Moyen-Orient, il est difficile aujourd'hui d'esquisser ce que sera la politique étrangère américaine dans la région sous la présidence de Donald Trump. Les éléments à disposition sont insuffisants, la campagne électorale républicaine n'a pas montré de plan d'action pour la région. Les derniers mois de Barak Obama témoignent d'une position de statu quo des Etats-Unis, puisque le dernier acte en date est l'accord sur le nucléaire iranien (2015). Obama a pour obsession de terminer son mandat sans faute et Trump prévoit de poser les priorités américaines comme absolues. Toutefois, esquiver le problème du Moyen Orient ne résoudra pas les conflits. Dès les premiers jours de son mandat, il sera confronté à la complexité de la situation, à la réalité amère du monde et au fait que la sécurité américaine ne peut pas être dissociée des enjeux au Moyen-Orient.

**Pour aller plus loin** : Kaeder A. Abderrahim, Daech : Histoire, enjeux et pratiques de l'Organisation de l'État islamique, Eyrolles, 192 pages, 2016.

**B. QUELLES SONT LES AMBITIONS DE VLADIMIR POUTINE ?**
Conférence organisée le 05-11-16, par *Politique autrement* à l'Institut protestant de théologie.

"La propagande russe a changé de tableau : il ne s'agit plus de promettre la prospérité aux russes, mais de leur montrer les aspects négatifs du monde extérieur et notamment d'une Europe chaotique, dégénérée et en proie à une crise migratoire."

**Françoise THOM, Historienne, Enseignante à l'Université Paris I** :
Les élections législatives du 18 septembre 2016 ont donné au parti du Kremlin Russie Unie 54% des voix, le reste des voix se partagent entre trois autres pseudos-partis. Ce résultat est assez surprenant compte tenu du fait que les conditions de vie des Russes se dégradent et que leur revenus sont continuellement en baisse depuis 2014. Ainsi, on peut se demander comment il est concevable que le parti au pouvoir parvienne à améliorer sa majorité dans ces conditions désastreuses ? Ce paradoxe mérite d'être éclairci. Il faut donc se pencher sur ce qui fait l'efficacité du pouvoir poutinien.
En 2000, le menu d'un document confidentiel portant sur la réforme de l'administration présidentielle expliquait comment anéantir et neutraliser l'opposition politique. On trouve ici les clefs de la machine russe : l'administration présidentielle est en fait maîtresse de tous les scénarios réalisés dans le pays et à l'étranger. Deux tendances s'expriment en parallèle : la volonté d'aller plus loin dans le bétonnage du régime à l'intérieur et la volonté de projeter la puissance et l'influence de la Fédération de Russie à l'extérieur.
En 2009, avec l'émergence du gaz de schiste, Poutine a compris que la Russie ne sera jamais une puissance économique et que l'idée d'un taux de croissance à 10% est illusoire. La Russie a donc lancé un vaste programme de remilitarisation et de modernisation. Mais ces ambitions militaires Russes ont eu un coût : l'annexion de la Crimée en 2014 a engendré un affrontement avec l'Occident et un retour vers l'autarcie pour la Russie. Une onde de choc s'est abattue sur le système qui s'en est trouvé déstabilisé et affaibli économiquement ; le rouble s'est effondré en décembre 2014, les revenus ont chuté de 5,3%, le budget de la santé publique a été amputé de 33%. En 2015, les Russes ont été 353 000 à quitter le pays contre moins de 37 000 en 2011. La popularité du régime a donc été érodée malgré les résultats des instituts de sondages qui persistent à conforter le régime.
Le contrat social initial de Poutine d'abandonner les libertés individuelles contre un niveau économique de bien-être à la hausse constante n'est plus pertinent et a été remplacé par un

nouveau pacte dans lequel le régime offre le sentiment d'appartenir à une grande puissance enviée. Cette nouvelle stratégie nécessite d'effectuer des permutations et des purges au sein du cercle des dirigeants. Depuis deux ans, Poutine se débarrasse de ses compagnons de la première heure et les remplace par des dirigeants ayant grandi sous son système. Mais ces changements aboutissent à une désorganisation de l'administration et la paralysie de l'État.
La planche de salut du régime s'établit autour du projet de l'Union économique eurasienne (UEE) qui entend réintégrer l'espace soviétique autour de Moscou et récupérer des États européens lorsque l'Union européenne sera défaite et que les partis pro-russes auront pris le pouvoir en Europe. Ce projet explique la mise en place d'une guerre psychologique contre l'Europe. Après l'affirmation du choix européen par les Ukrainiens en 2014, les dirigeants du Kremlin ont décidé de précipiter la réalisation de la destruction du *soft power* européen. La propagande russe a changé de tableau : il ne s'agit plus de promettre la prospérité aux Russes, mais de leur montrer les aspects négatifs du monde extérieur notamment d'une UE chaotique, dégénérée et en proie à une crise migratoire. Moscou laisse entendre que face à la classe politique européenne molle sur la question des migrants, la Russie serait le sauveur et le rempart contre l'islam. L'Europe est aujourd'hui en crise et l'action amplificatrice de Moscou risque de rendre cette crise mortelle. Lors des campagnes présidentielles américaines, la Russie a encouragé les américains à haïr l'Amérique en propulsant Donald Trump comme vainqueur, tout comme elle essaye de conduire les Européens à devenir les fossoyeurs de l'UE. L'influence de Poutine lors des élections présidentielles françaises de 2017 risque d'être encore présente.

**C. QUELS ETATS-UNIS APRÈS LES ÉLECTIONS DE NOVEMBRE 2016 ?**
Conférence organisée le 12-10-16 à l'espace de conférence de l'IRIS.

"Donald Trump est parvenu à émettre un diagnostic clair de la société américaine."

**Nicholas DUNGAN**, **directeur de recherche à l'IRIS, Senior Fellow à l'Atlantic Council et professeur à Sciences Po** : La réalité du phénomène D. Trump ne doit pas être sous estimée. Loin d'être un hasard, son élection reflète le populisme anti-mondialisation et le néo-conservatisme. Donald Trump est originaire du Queens et s'inscrit parfaitement dans cette tradition néo-conservatrice, reflétant la colère grandissante et pourtant négligée des Américains.
Le niveau d'éducation (classement PISA) et la corruption sont des problèmes internes aux États-Unis. Le programme d'Hillary Clinton, par son manque de clarté, n'aurait jamais pu être adopté par le Sénat. Ses propositions n'ont pas suffisamment touché l'opinion publique.
Concernant la politique extérieure, il ne faut pas sous-estimer le retrait stratégique des États-Unis de la scène mondiale. Le pays n'a désormais aucun appétit pour des aventures externes et laisse très peu de marge de manœuvre pour une politique étrangère agressive. Les États-Unis ne peuvent plus être considérés comme le garant des valeurs occidentales.

**Henri LANDES, Maître de conférence à Sciences Po Paris et fondateur de Climate (ONG de lutte contre le changement climatique)** : H. Clinton et D. Trump ont été les candidats les moins populaires depuis George W. Bush.
Ces 35 dernières années, les inégalités de richesses aux États-Unis sont à leur apogée. Plus de 90% de la richesse financière américaine revient à 1% de la population nationale. À ces inégalités de richesse s'ajoutent des inégalités sociales importantes.
La discrimination est un problème majeur aux États-Unis. Le sous-financement de certaines

écoles de quartiers engendre une délinquance et une incarcération croissante.
Les citoyens américains souhaitent désormais voir un nouveau “rêve américain” pour la nouvelle génération.
Le système politico-économique est à bout de souffle et mérite d’être redéfini.
Malheureusement, ces difficultés sont difficilement surmontables étant donné que les parlementaires ne dégagent que peu de réformes intéressantes pour les citoyens mais cherchent davantage à promouvoir le candidat capable de lever des fonds.
Bernie Sanders a émergé en jouant sur ces inégalités et Hillary Clinton s’est beaucoup inspirée de ses idées.

**Marie-Cécile NAVES, Chercheuse associée à l’IRIS** :
Tout au long de sa campagne présidentielle, Donald Trump a suscité méfiance et suspicion au sein même du parti républicain. Son ascension inédite est due à sa notoriété et à ses compétences d’entreprenariat. Et surtout, au fait qu’il soit parvenu à émettre un diagnostic clair de la société américaine. Il est le bénéficiaire autant que le révélateur d’une crise de la démocratie et du parti républicain.
Le monde a été incapable de mesurer cette crise, qui n’est pourtant pas spécifique aux États-Unis mais déjà connue dans d’autres démocraties. La France n’y échappe pas et les élections de 2017 risquent de le démontrer.

**Pour aller plus loin :** Marie-Cécile Naves, *Trump : l’onde de choc populiste*, FYP, 2015.

---

**Plus**

**Découvrez toutes les synthèses de conférences publiées par *Diploweb* !**
**n°14 ; n°13 ; n°12 ; n°11 ; n°10 ; n°9 ; n°8 ; n°7 ; n°6 ; n°5 ; n°4 ; n°3 ; n°2, n°1.**

---

## P.-S.

Romane Jourdas, étudiante en master Sécurité Internationale – spécialité Moyen-Orient et Diplomatie – à Sciences Po Paris. Manon Perreaut est étudiante en 2eme année de master de Science Politique à Paris 1 Panthéon Sorbonne.